POUR USAGE OFFICIEL

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2025

MAI 2024

AFRITAC de l'Ouest

MEMBRES

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo

PARTENAIRES

Union Européenne, France, Luxembourg, Allemagne, Norvège, Chine, Pays-Bas, Suisse, Banque Européenne d'Investissement, Belgique

MEMBRES


Bénin


Burkina Faso


Côte d'Ivoire


Guinée


Guinée-Bissau


Mali


Mauritanie

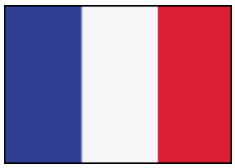

Niger


Sénégal


Togo

PARTENAIRES





















SOMMAIRE

ABREVIATIONS ET ACRONYMES 4

INTRODUCTION 6
Vue d'ensemble du programme de travail de l'année fiscale (AF) 2025 6

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'AF 2025 -ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE 9
A. ADMINISTRATION DOUANIERE 9
B. ADMINISTRATION FISCALE 11
C. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT BUDGET 15
D. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT COMPTABILITE ET TRESOR 17
E. STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES 20
F. STATISTIQUES DU SECTEUR REEL 26
G. GESTION DE LA DETTE ET DU DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS 28
H. SUPERVISION BANCAIRE 32
I. ANALYSES MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE 35

GRAPHIQUES
Graphique 1. Répartition des missions d'AT de l'AF 2025 par domaines 7
Graphique 2. Répartition des missions d'AT de l'AF 2025 par bénéficiaires 8

TABLEAUX
Tableau 1. Missions prévues par pays en Administration douanière 10
Tableau 2. Missions prévues par pays en administration fiscale 13
Tableau 3. Missions prévues en Gestion des dépenses publiques (Budget) 16
Tableau 4. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques- Comptabilité et Trésor 19
Tableau 5. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques 22
Tableau 6. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel 27
Tableau 8. Missions prévues par pays en Supervision et réglementation financières 34
Tableau 9. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire 36
Tableau 10. Séminaires/webinaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2025 38
Tableau 11. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus 39

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AE	Autorisations d'engagement
AF	Année fiscale
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique
AFW	AFRITAC de l'Ouest
AMF	Agence Monétaire et Financière
AT	Assistance technique
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCM	Banque centrale de Mauritanie
BCRG	Banque centrale de République de Guinée
BO	Bilan d'ouverture
CAD	Contrôle après dédouanement
CBMT/CDMT	Cadre budgétaire à moyen terme / Cadre de dépense à moyen terme
CDCP	Comptabilité en droits constatés et patrimoniale
CDMAP	Portail de gestion des activités de développement de capacités du FMI
CE	Crédits d'engagement
CNT	Comptes nationaux trimestriels
CP	Crédits de paiement
CUT	Compte unique du Trésor
DC	Développement des capacités
DGB	Direction générale du Budget
DGBF	Direction générale du Budget et des Finances
DGCI	Direction générale des Contributions et des Impôts
DGD	Direction générale des Douanes
DGDP	Direction générale de la Dette publique
DGI	Direction générale des Impôts
DGID	Direction générale des Impôts et des Domaines
DGPEE	Direction générale des Prévisions et des Études économiques
DGT/DGTCP	Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique
DNB	Direction nationale du Budget
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique
FAD	Département des Finances publiques du FMI
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	Coopération technique allemande
ICD	Institut pour le développement des capacités du FMI
INS/ INSTAT	Institut national de la statistique
IPC	Indice des prix à la consommation

ISORA	International Survey on Revenue Administration (Enquête international sur l'administration des revenus)
MCM	Département des capitaux et des marches monétaires du FMI
MSFP	Manuel de statistiques de finances publiques
MTRS	Stratégie de mobilisations des recettes à moyen terme
MTDS/SDMT	Stratégie de la dette à moyen terme
ONS	Office national de la Statistique
OTR	Office togolais des recettes
PAP	Projets annuels de performance
PCE	Plan comptable de l'État
PIB	Produit intérieur brut
PIMA	Évaluation de la gestion de l'investissement public
PPP	Partenariat public prive
PTE	Plans de trésorerie de l'Etat
SCN	Système de Comptabilité nationale
SDMT	Stratégie de la Dette à moyen Terme
SFP	Statistiques des Finances publiques
SGCBU	Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA
TADAT	Tax Administration Diagnostic Assessment Tool (Outil d'évaluation des administrations fiscales)
TOFE	Tableau des opérations financières de l'Etat
TRE	Tableau des emplois ressources
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UMOA	Union monétaire ouest-africaine

INTRODUCTION

Vue d’ensemble du programme de travail de l’année fiscale (AF) 2025

1. L'environnement macroéconomique de l'Afrique subsaharienne (ASS) s'améliore, mais d'importants défis politiques subsistent. Bien que les perspectives s'améliorent, il est trop tôt pour se réjouir. Dans de nombreux cas, l'inflation est encore élevée, les coûts d'emprunt sont importants, les pressions sur les taux de change persistent et l'instabilité politique est une préoccupation constante. Quarante pour cent de l'Afrique subsaharienne est classée comme fragile ou en zones de conflit. Les décideurs politiques devront se concentrer sur quatre priorités interdépendantes : lutter contre l'inflation, permettre une plus grande flexibilité des taux de change, gérer des obligations de dette élevées tout en créant un espace pour les dépenses de développement, et stimuler les perspectives d'une croissance généralisée.

2. Le programme de développement des capacités (DC) reste essentiel pour aider les décideurs politiques de la région à relever les défis actuels. Le département Afrique du FMI est le plus grand bénéficiaire de la coopération au développement du Fonds, absorbant près de 40 % de la coopération au développement directe. Le DC dans la région reste concentré sur les domaines essentiels et est dominé par la gestion budgétaire.

3. Les priorités en matière de DC s'alignent étroitement sur les défis macroéconomiques auxquels la région est confrontée. Les dix priorités comprennent les divers axes de travail qui couvrent la gestion budgétaire, y compris la gestion de la dette. Parmi les autres priorités, on trouve la gouvernance, la banque centrale et l'appui statistique pour les comptes nationaux et les finances publiques. Ces thèmes représentent les domaines les plus importants pour le soutien de la coopération au développement en ce qui concerne les défis macroéconomiques de la région.

4. Le programme de DC pour l’AF25 est entièrement intégré aux activités de surveillance, aux programmes économiques soutenus par le FMI et aux stratégies de DC des différents départements fonctionnels du FMI. Le DC qui vise à renforcer les institutions de nos pays membres par le biais de l'assistance technique et de la formation, a pris de l'importance et représente aujourd'hui un tiers du budget du FMI. Il est intégré dans les discussions politiques entre les équipes nationales du FMI et les autorités des pays membres. Cela permet une intégration plus étroite entre le renforcement des capacités, les prêts du FMI et la surveillance, qui est alignée sur les principaux domaines de compétence du FMI.

3. L’AFRITAC de l’Ouest (AFW) continue à apporter des solutions pratiques à ces défis en adaptant les modalités pratiques de ses interventions pour prendre en compte les spécificités de chaque pays.

5. Le programme du Centre qui reste aligné sur les intérêts stratégiques des pays membres de l’AFRITAC de l’Ouest est établi chaque année en collaboration avec les administrations, les équipes pays et les départements fonctionnels du FMI, et les partenaires de l’AFRITAC de l’Ouest. La participation des partenaires au développement au comité d’orientation garantit également que les plans de travail sont alignés sur les priorités convenues et qu'ils complètent les activités d'autres prestataires de services de renforcement des capacités.

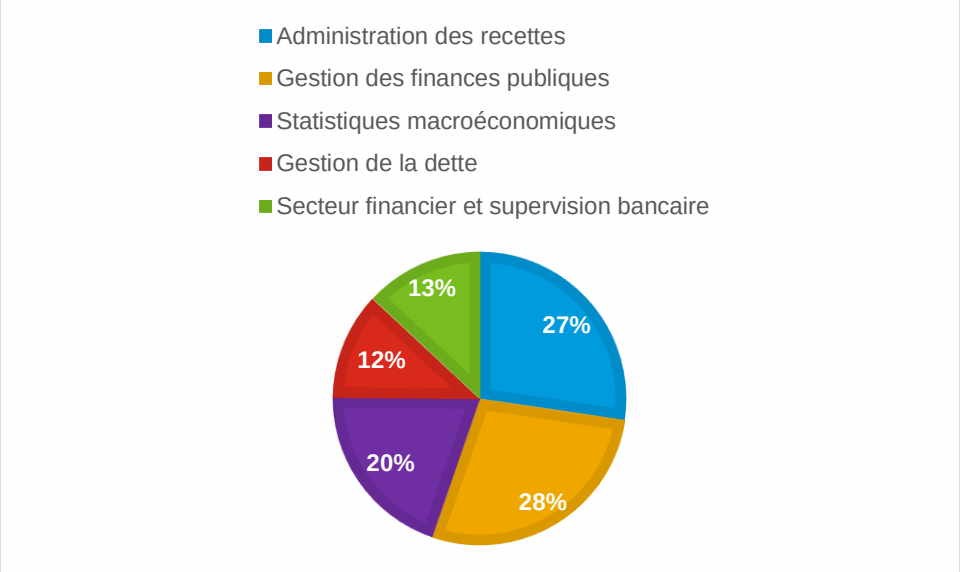
6. Le programme de l'exercice 2024-2025 se caractérise par les éléments suivants :

- 163 missions d'assistance technique
- 13 séminaires régionaux et 9 stages d'immersion
- Un cout total de 10 millions USD.

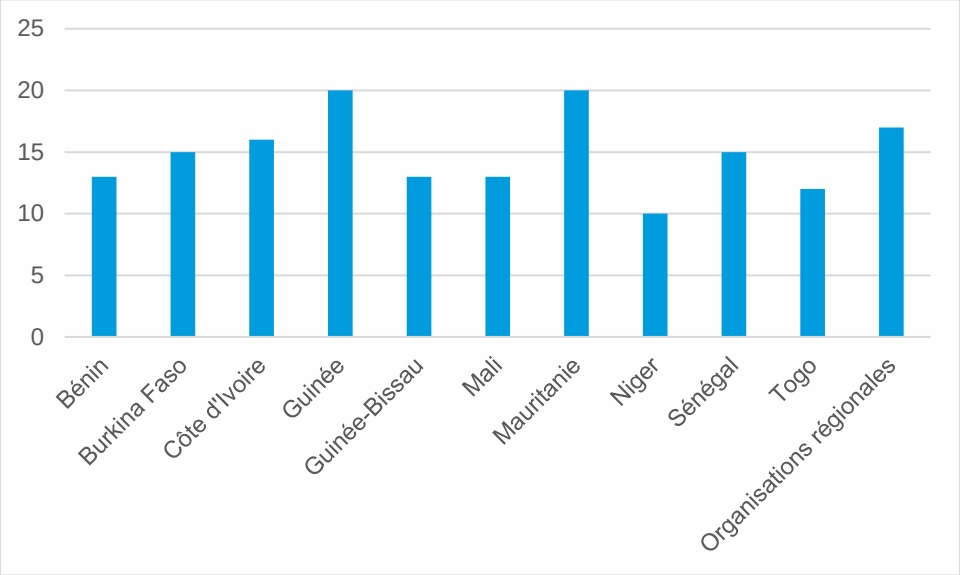
7. Les détails du programme d'activités, notamment les objectifs poursuivis, les résultats attendus, les indicateurs de résultats, les jalons ou étapes remarquables et les ressources affectées aux activités sont disponibles sur le portail informatique du FMI (CDMAP).

8. Le démarrage de la phase V est prévu pour septembre 2024. Si la phase IV est confrontée à un problème de liquidité, la phase V démarrera immédiatement, c'est-à-dire avant le 1er septembre 2025. Si tous les fonds ne sont pas dépensés au 1er septembre 2024, il sera considéré que les fonds des partenaires ont été dépensés en premier et les contributions des pays membres en second.

Graphique 1. Répartition des missions d'AT de l'AF 2025 par domaines



Graphique 2. Répartition des missions d'AT de l'AF 2025 par bénéficiaires



PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'AF 2025 - ACTIVITES PREVUES PAR DOMAINE

A. ADMINISTRATION DOUANIERE

Contexte et priorités

9. **Le programme de travail couvre cinq axes principaux** : (1) l'appui à la maitrise de la base taxable des marchandises importées (valeur en douane, classement tarifaire et origine) ; (2) la dématérialisation des procédures douanières (procédure de dédouanement simplifiée et sécurisée) ; (3) l'amélioration de la gestion du risque et de la sélectivité des déclarations ; (4) le renforcement des principales fonctions de l'administration des douanes.; (5) le renforcement du suivi automatisé des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière.

10. En conséquence, et compte tenu des avancées opérées par chaque administration douanière concernée, le programme de travail de l'AF 2025 s'attache à atteindre les objectifs suivants :

- Les contrôles douaniers lors des processus de dédouanement sont plus efficaces, et les performances en termes de recettes sont positives avec (i) le renforcement de la fonction évaluation en douane au **Burkina Faso**, en **Guinée**, en **Guinée-Bissau et au Togo**.
- Les opérateurs du commerce international sont contrôlés de façon plus ciblée et optimale grâce au renforcement des capacités de contrôles après dédouanement au **Benin**, **Sénégal** et au **Togo**.
- La gestion des priorités et de la conformité des lois et règlements s'améliore grâce à une gestion des risques performante en **Mauritanie**.
- Les contrôles douaniers aux frontières sont plus pertinents et efficaces tant dans le domaine fiscal que dans celui de la protection du territoire grâce au renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et dans le renseignement en **Côte d'Ivoire**.
- Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré au **Burkina Faso**, et en **Mauritanie**.
- L'identification des besoins d'assistance technique au Mali et au Niger.

Activités programmées et résultats attendus

11. **Séminaire régional.** Le Centre organisera un atelier régional sur un thème à déterminer.

12. **Stages d'immersion.** Trois stages d'immersion seront organisés au profit de trois pays notamment la Mauritanie, la Guinée-Bissau et le Bénin.

13. Missions d'assistance technique. Le Centre exécutera 14 missions d'AT (Tableau 1), et participera aux missions de diagnostic organisées par FAD du FMI dans les Pays Membres**.**

Tableau 1. Missions prévues par pays en Administration douanière

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Poursuite du renforcement de la fonction de contrôle a posteriori	(Amélioration de la procédure, de la stratégie, de son organisation et de sa conclusion)
Burkina Faso	2	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
		Renforcement du suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière	Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré
Côte d'Ivoire	2	Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et dans le renseignement.	Plus de 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.
Guinée	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Guinée-Bissau	1	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.
Mali	1	Mission d'identification des besoins d'assistance en administration douanière	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un plan de réponse est disponible.
Mauritanie	2	Renforcement de la gestion automatisée du risque.	Le système de gestion automatisée des risques est mis en place.
		Renforcement du suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière	Le suivi des engagements douaniers et du traitement de la dette douanière est amélioré
Niger	1	Mission d'identification des besoins d'assistance en administration douanière	Les besoins d'assistance technique sont identifiés et un plan de réponse est disponible.
Sénégal	1	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD).	Plus de 10% des principaux opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.
Togo	2	Renforcement de la fonction de contrôle a posteriori	(Amélioration de la procédure, de la stratégie, de son organisation et de sa conclusion)
		Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation.

B. ADMINISTRATION FISCALE

Contexte et priorités

14. Les activités programmées pour l'année fiscale 2025 en matière d'administration fiscale continueront de s'inscrire autour des deux axes du cadre logique validé par le Comité directeur de l'AFRITAC de l'Ouest, détaillés ci-dessous :

Axe 1. Contribuer au renforcement des fonctions essentielles des administrations fiscales. Sous la supervision du Département des finances publiques (FAD) du FMI, et en collaboration avec les principaux partenaires techniques[1] engagés dans les réformes d'administration fiscale, les activités de l'AFRITAC Ouest se concentreront sur : la fiabilisation du répertoire des contribuables, l'élargissement de l'assiette fiscale, l'analyse et la gestion des principaux risques fiscaux, l'élaboration de plan d'amélioration de la conformité fiscale, la recherche et le traitement des informations et données, le recouvrement des arriérés fiscaux et l'amélioration de la qualité des programmes de contrôle fiscal.

Axe 2. Accompagner les administrations fiscales engagées dans des projets de réformes structurés et à moyen terme. Dans les cas où les capacités des administrations fiscales sont jugées adéquates, les conseillers résidents proposeront d'accompagner, de manière pragmatique et en coordination avec le siège, les états membres dans l'amélioration du cadre de gouvernance et le renforcement de la redevabilité et de la transparence des administrations fiscales, la préparation des prochaines évaluations TADAT, la formulation ou la mise en œuvre de stratégies de mobilisation des recettes à moyen-terme (SMRMT).

15. Ceci avec une attention particulière toujours portée sur les états fragiles et affectés par les conflits (FCS). Le dispositif actuel d'accompagnement (mission sur terrain, à distance ou hybride, *peer-learning*) déployé par l'AFRITAC Ouest au bénéfice des administrations fiscales du Burkina Faso, du Mali, du Niger et de la Guinée-Bissau, sera poursuivi, voir intensifié. Les conseillers en charge de ces pays continueront de développer une approche flexible et adaptée aux défis immédiats des autorités en matière de mobilisation des recettes, aux besoins *ad hoc* exprimés, ainsi qu'aux capacités en place et ressources disponibles. Les interventions porteront toujours sur les thématiques définies dans le cadre des deux axes définis ci-avant et notamment celui portant sur les fonctions essentielles.

16. À ce titre, les principaux domaines d'intervention seront les suivants :

- Renforcement de l'intégrité du répertoire des contribuables et contribution à son élargissement ;
- Elargissement des sources d'informations et amélioration du traitement et de l'analyse des données à des fins fiscales ;
- Analyse des principaux risques fiscaux et conception d'un plan d'amélioration du civisme fiscal ;

[1] UE, Allemagne (GIZ), France (AFD, DGT et Expertise France) notamment.

- Fiscalisation du secteur informel et amélioration de la lutte contre la fraude fiscale ;

- Amélioration du cadre de gouvernance et renforcement de la transparence des administrations fiscales ;

- Renforcement des capacités en matière de conduite du changement et de gestion des réformes.

Activités programmées et résultats attendus

17. Séminaire régional. *International Survey On Revenue Administration*. À la suite de l'atelier régional ISORA tenu à Maurice en août 2023, un atelier regroupant les états de l'Afrique de l'Ouest sera organisé pour sensibiliser à l'utilisation qui peut être faite des données ISORA dans le cadre du pilotage des administration fiscales et de l'élaboration des plans d'amélioration du civisme fiscal.

18. Séminaire régional. *Cadre de gouvernance d'une administration fiscale*. À la suite de l'atelier régional tenu à Abidjan en décembre 2022, un atelier regroupant les états membres de l'AFRITAC Ouest sera organisé afin d'identifier les éléments clés du cadre de gouvernance des administrations fiscale et aider à la conception d'une feuille de route régionale pour sa mise en place.

19. Séminaire régional. *Elaboration d'un plan d'actions post-TADAT*. À la suite de l'atelier régional de haut niveau TADAT tenu à Maurice en mars 2024, un atelier regroupant les états membres de l'AFRITAC Ouest sera organisé pour sensibiliser à l'élaboration d'un plan d'actions post TADAT et à la préparation des prochaines évaluations TADAT avec le nouveau guide d'utilisateur.

20. Missions d'assistance technique. Les missions d'assistance technique proposées sont reproduites au tableau 2. Concomitamment à ces missions, la participation des conseillers résidents aux missions de FAD sera poursuivie afin de dégager des synergies entre les différents programmes d'assistance technique du FMI.

Tableau 2. Missions prévues par pays en administration fiscale

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et élaboration d'un plan d'actions post TADAT	Un plan d'actions post TADAT est élaboré, mis en œuvre et suivi dans le temps
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Burkina Faso	3	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement restes à recouvrer, adopté
Côte d'Ivoire	3	Participation à la définition des réformes prioritaires de la SMRMT	Les réformes nécessitant un soutien de l'AFW sont identifiées
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Guinée	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à la mise en œuvre du Plan stratégique de modernisation (PSM) de la DGI	Le plan opérationnel 2024 et la note organisant le suivi du Plan stratégique de modernisation (PSM) de la DGI sont disponibles
		Mise à jour du plan de mobilisation des recettes (PMR) pour le compte de l'exercice 2024	Les indicateurs de gestion, de contrôle et de recouvrement s'améliorent à la DGE et la DME
		Renforcement de l'intégrité et de la fiabilité du répertoire et modernisation de la procédure d'immatriculation	Le taux d'immatriculation en ligne augmente et la gestion du répertoire s'améliore
Guinée Bissau	3	Renforcement des compétences en matière de pilotage des missions et de suivi des résultats (tableau de bord)	Un plan de renforcement des compétences en matière de pilotage des missions et de suivi des résultats (tableau de bord) est élaboré

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Mali	4	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Appui à la mise en œuvre du plan d'actions post TADAT	Le plan d'actions post TADAT est mise en œuvre de façon efficace
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Mauritanie	3	Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale
		Renforcement de l'analyse risque dans la programmation des contrôles fiscaux	Un plan annuel de contrôle fiscal basé sur l'analyse risque est élaboré
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Niger	2	Renforcement de l'intégrité et de la fiabilité du répertoire, et modernisation de la procédure d'immatriculation	Le taux d'immatriculation en ligne augmente et la gestion du répertoire s'améliore
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	La collaboration entre la douane et les impôts en vue de l'élargissement de l'assiette fiscale est relancée
Sénégal	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à la mise en œuvre d'une seconde Stratégie de mobilisation des recettes à moyen-terme (SMRMT)	Les résultats des réformes en matière de SMRMT appuyées par AFW sont suivis et évalués
		Modernisation des procédures de recherche, de renseignement et de traitement des données fiscales	Une stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale est élaborée
		Renforcement de la fonction et modernisation des procédures de	Une stratégie de modernisation du recouvrement est élaborée et un

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		recouvrement, y compris des arriérés fiscaux	plan d'apurement des restes à recouvrer, adopté
Togo	3	Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à la formulation d'une SMRMT	Les réformes prioritaires de la SMRMT nécessitant un soutien de l'AFW sont identifiées
		Renforcement de la fonction de gestion dans un contexte d'informatisation	La gestion du répertoire des contribuables est intégralement automatisée
		Renforcement des capacités en matière de conduite des réformes et appui à l'évaluation des réformes à l'Office togolais des recettes (OTR)	Participation à l'évaluation TADAT de l'OTR

C. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT BUDGET

Contexte et priorités

21. Le programme d'activités pour l'exercice 2025 (AF 2025) s'inscrit dans le cadre de la poursuite des objectifs stratégiques du Centre pour le Cycle IV de son financement et le commencement du Cycle V. Il vise notamment à renforcer la préparation du budget dans le sens d'en améliorer la sincérité, la transparence et la pertinence ainsi qu'à améliorer l'exécution et le contrôle de l'exécution du budget. Les activités inscrites au programme de travail visent plus particulièrement à :

- Améliorer la programmation, la budgétisation et le suivi de la gestion des investissements publics y compris la prise en compte des perspectives du climat à travers les appuis à la mise en œuvre des recommandations des évaluations PIMA et C-PIMA, notamment au **Burkina,** en **Guinée et au Sénégal**

- Renforcer l'élaboration des cadres budgétaires et des dépenses à moyen terme en **Guinée Bissau**, en **Mauritanie**

- Renforcer la capacité de la budgétisation sensible au genre et au climat au **Burkina**, en **Guinée**, en **Mauritanie** et au **Niger**

- Améliorer le contrôle interne budgétaire au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire** et au **Mali**

- Améliorer la programmation et la budgétisation des dépenses de personnel au **Togo.**

Activités programmées et résultats attendus

22. Séminaire régional. Le programme de travail prévoit la troisième édition du séminaire interrégional sur la gestion des investissements publics.

23. Participation aux activités des institutions régionales. Le programme de travail prévoit aussi des participations aux activités de renforcement des capacités des professionnels des finances publiques organisées par l'UEMOA pour la mise en œuvre des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques de l'Union.

24. Missions d'assistance technique. Il est prévu seize missions dont deux en Côte d'Ivoire, au Niger et à la Commission de l'UEMOA, une mission au Bénin, au Burkina Faso, en Guinée, en Guinée Bissau, en Mauritanie, au Mali, au Togo et au Sénégal, un voyage d'étude, et une mission FAD sur demande.

Tableau 3. Missions prévues en Gestion des dépenses publiques (Budget)

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacite de gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les ministères pilotes et la capacite des formateurs relais est renforcée
Burkina Faso	1	Renforcer la capacité de la budgétisation sensible au genre et au climat	Les capacités de budgétisation sensible au genre et au climat sont renforcées
Côte d'Ivoire	2	Poursuite de l'appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les ministères pilotes et la capacité des formateurs relais est renforcée
		Formation PEFA aux principaux acteurs et aux formateurs relais	La méthodologie et les enjeux de l'évaluation PEFA sont maitrisés par les principaux acteurs et les formateurs
Guinée	1	Renforcer la gestion des investissements publics	La capacité de gestion des investissements publics est renforcée
Guinée-Bissau	1	Poursuite de l'appui à l'élaboration des documents de programmation budgétaire pluriannuelle	Les capacités des ministères centraux et sectoriels pilotes sont renforcées en vue de la mise en œuvre des documents de programmation budgétaire pluriannuelle
Mali	1	Appui à la mise en place du contrôle interne budgétaire	La capacité de gestion du contrôle interne budgétaire est renforcée pour les premiers ministères pilotes et pour les formateurs relais
Mauritanie	1	Renforcer la capacité de budgétisation sensible au genre et au climat ou renforcer la capacite de programmation budgétaire pluriannuelle	La capacité de budgétisation sensible au genre et au climat est renforcée ou renforcer la capacité de programmation budgétaire pluriannuelle est renforcée
Niger	2	Appui à l'élaboration de la méthodologie de marquage des dépenses sensible au climat	La méthodologie de marquage des dépenses sensible au climat est maitrisée
		Appui à l'application de la méthodologie de marquage	La méthodologie de marquage des dépenses sensibles au climat est appliquée par les ministères pilotes

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Sénégal	1	Appui à l'intégration des perspectives du climat dans le guide de maturation des projets et l'élaboration d'un guide de sélection des projets	Les guides de maturation des projets et de sélection des projets intégrant les perspectives du climat sont élaborés et disséminés.
Togo	1	Poursuite de l'appui à la programmation et la budgétisation des dépenses de personnel	Les capacités de programmation et de budgétisation des dépenses de personnel en mode programme sont renforcées
Régional	1	La troisième édition du séminaire sur la gestion des investissements publics (FAD-AFW-AFC)	Les bonnes pratiques régionales et internationales de gestion des investissements publics sont partagées et les capacités des participants renforcées.
UEMOA	2	Séminaire de validation du guide du contrôle interne avec les états membre et la Commission de l'UEMOA	Un guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable est validé.
		Elaboration du guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable, en collaboration avec le conseiller Comptabilité et Trésor en intégrant le guide sur le contrôle interne comptable	Un guide sur le contrôle interne budgétaire et comptable est élaboré
Programme d'apprentissage auprès des pairs (Voyage d'études)	1	Voyage d'études pour les cadres du Burkina au Benin sur la gestion des investissements publics	La capacité de gestion des investissements publics du Burkina est renforcée
Mission FAD	1	Sur demande du FAD	Contribution à la mission FAD s'est obtenue

D. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES – ASPECT COMPTABILITE ET TRESOR

Contexte et priorités

25. La poursuite des processus en cours de transition à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP) afin d'améliorer la transparence et la qualité des comptes de l'Etat, la consolidation du compte unique du trésor (CUT) et la modernisation de la gestion de la trésorerie demeurent les deux objectifs prioritaires pour les pays de la région.
L'AFRITAC Ouest accentue son accompagnement de tous les pays engagés dans la mise en œuvre de la CDCP, ainsi que sur la consolidation du CUT et la modernisation de la gestion de la trésorerie de l'Etat. Cet appui est mis en œuvre avec des missions d'assistance technique, des séminaires régionaux et des missions d'immersion portant sur ces thèmes.

26. Les deux objectifs prioritaires du programme s'articulent autour des 3 axes suivants :

- **La poursuite des appuis à la transition à la CDCP**, avec l'articulation entre la CDCP et la comptabilité des matières, l'élaboration de guides pratiques relatifs aux opérations d'inventaire

et de clôture, la production et la revue qualité des états financiers annuels, la mise en œuvre du contrôle interne comptable, des appuis à la préparation du bilan d'ouverture (BO) et à l'informatisation de la comptabilité générale, au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, au **Mali,** en **Mauritanie**, au **Niger ,** au **Sénégal** et au **Togo**.

- **La poursuite des appuis sur la consolidation du CUT, la gestion de la trésorerie, et l'intégration de la gestion de la trésorerie et de la dette en Côte d'Ivoire en Guinée-Bissau et au Niger.**

- L'appui à la Commission de l'UEMOA se poursuit avec la participation d'AFRITAC Ouest aux activités de la Commission portant sur cette thématique. Un stage d'immersion est également prévu sur ces thèmes.

Activités programmées et résultats attendus

27. Séminaires régionaux. Un séminaire régional portera sur la production des états financiers annuels. (Si possible un séminaire conjoint AFW-AFC)

28. Missions d'assistance technique. Quatorze missions sont prévues dont trois en Côte d'Ivoire, deux en Guinée et en Guinée-Bissau et une dans les autres pays. La mission au Mali sera réalisée comme d'habitude en coordination avec les activités des Conseillers résidents du FMI dans ce pays. Toutes les missions d'assistance technique font l'objet de restitutions auprès du Représentant Résident du FMI avec des partenaires techniques et financiers du pays.

29. Au niveau régional, deux activités d'appui à la Commission de l'UEMOA sont prévues dans le cadre du renforcement des capacités des experts et praticiens des finances publiques de l'UEMOA, avec la participation du Conseiller aux rencontres programmées par la Commission, et les travaux de validation du guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable.

30. Stage d'immersion. Il est prévu une mission d'immersion pour les Etats les plus engagés dans le processus du BO dans le domaine de la production des états financiers annuels dans un pays de référence à déterminer.

Tableau 4. Missions prévues par pays en Gestion des dépenses publiques - Comptabilité et Trésor

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Opérationnalisation du dispositif de contrôle interne comptable et revue qualité des états financiers.	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée.
Burkina Faso	1	Opérationnalisation du dispositif de contrôle interne comptable et revue qualité des états financiers.	Les outils d'opérationnalisation du CIC sont disponibles et la qualité des états financiers s'est améliorée.
Côte d'Ivoire	3	Mettre en place le Contrôle Interne Comptable	Un plan d'action pour la mise en place du CIC est adopté
		Consolider la mise en place du Compte Unique du Trésor	La Convention de tenue du CUT est adoptée.
		Elaborer le bilan d'ouverture de l'Etat	La stratégie d'élaboration du BO de l'Etat est mise à jour.
Guinée	2	Appui à l'exploitation du système comptable informatisé de l'Etat, à la revue qualité des états financiers et à l'assainissement des comptes.	Les balances de clôture du premier exercice comptable sous l'exploitation du nouveau système informatique comptable sont fiabilisées.
		Appui à l'articulation entre la Comptabilité des Matières et la CDCP	Un guide d'articulation entre la Comptabilité des Matières et la CDCP est disponible
Guinée Bissau	2	Renforcement des capacités des services du Trésor sur l'élaboration des plans de trésorerie et la gestion de la trésorerie	Les services du Trésor sont aptes à prendre en charge l'élaboration du plan de trésorerie qui était jusque-là assurée par ceux en charge du budget.
		Appui à la mise en place du CUT par la réalisation d'une étude assortie d'un plan d'action pour l'abandon par le Trésor Public du recours aux avances des banques pour le paiement des salaires.	Un plan d'action pour l'abandon par le Trésor Public du recours aux avances des banques pour le paiement des salaires est disponible.
Mali	1	Appui à la mise en œuvre du passage à la CDCP : Enrichissement du bilan d'ouverture- Assainissement des comptes et revue qualité des états financiers.	Le plan d'action de fiabilisation des états financiers en CDCP est mis en œuvre et la qualité desdits états s'est améliorée
Mauritanie	1	Appui à la mise en œuvre du passage à la CDCP : Revue qualité du bilan d'ouverture et des autres états financiers.	La revue qualité du bilan d'ouverture de l'Etat est assurée et les axes d'amélioration identifiés.
Niger	1	Appui à la l'élaboration (ou à la revue qualité) d'un plan d'apurement des arriérés cohérent avec le plan de trésorerie	Un plan d'apurement des arriérés cohérent avec le plan de trésorerie est disponible.
Sénégal	1	Appui à la mise en œuvre de la CDCP: préparation du premier BO	Le plan d'action prioritaire en vue de préparer et fiabiliser le 1er BO est actualisé.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Togo	1	Opérationnalisation du contrôle interne comptable à travers notamment l'élaboration de la cartographie des risques comptable.	La cartographie des risques comptables est disponible
Régional	1	Séminaire sur la production des états financiers annuels. (Si possible un séminaire conjoint AFW-AFC)	Les capacités des participants sont renforcées et les expériences partagées
Régional UEMOA	2	Participation aux réunions de l'observatoire des finances publiques et du réseau de praticiens de l'UEMOA	Les capacités des cadres en charge de la gestion des finances publiques dans les pays de l'UEMOA sont renforcées en vue de mettre en œuvre les directives des finances publiques.
		Valider le guide unique sur le contrôle interne budgétaire et comptable avec les états membre et la Commission de l'UEMOA	Le guide est disponible et exploité
Mission d'immersion	1	Mission de 3 cadres d'un pays dans un pays plus avancé sur un thème à définir.	Les capacités sont renforcées et les expériences partagées
Mission du département des finances publiques	1	Participation du Conseiller à une mission du Département des finances publiques dans un pays couvert par AFRITAC Ouest	Les problématiques stratégiques et émergentes sont partagées avec le conseiller

E. STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

Contexte et priorités

31. Les différentes missions d'assistance technique en matière de Statistiques de finances publiques (SFP) ont permis de constater des avancées dans la quasi-totalité des pays couverts par l'AFRITAC de l'Ouest, en particulier dans la compilation du Tableau des opérations financières (TOF) de l'Administration centrale budgétaire (ACB) selon le *MSFP 2014* et le processus d'élargissement de son champ de couverture aux autres sous-secteurs du secteur public.

32. Ces avancées ont permis à des pays d'exprimer leur volonté de faire migrer le tableau des opérations financières de l'administration centrale budgétaire (TOF-ACB) aux normes du *MSFP 2104* d'une part et d'utiliser cette nouvelle version du TOF-ACB pour le suivi des critères du programme économique et financier soutenu par le FMI d'autre part.

33. Au titre de l'extension du champ de couverture des SFP aux autres sous-secteurs du secteur public, il ressort que :

a. Un pays produit le TOF complet du secteur public et deux autres élaborent le TOF consolidé du secteur des administrations publiques et ont entamé la production du TOF des sociétés publiques conformément aux principes du *MSFP 2014*.

b. Sur une base expérimentale, la quasi-totalité des pays élabore le tableau des opérations financières de la sécurité sociale et plus de la moitié produit les TOF des collectivités locales et des unités extrabudgétaires.

34. Le programme d'activités de l'année fiscale 2025 s'inscrit dans la poursuite du processus de migration des statistiques de finances publiques aux normes internationales en vigueur dont celles du *Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) 2014* et du *Guide des statistiques de la dette du secteur public (GSDSP) 2011*. Il s'inscrit également dans la poursuite de mise en œuvre de la directive Nº10/2009/CM/UEMOA portant Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) au sein de l'UEMOA, qui est, elle-même basée sur ces deux derniers manuels de référence.

35. Les objectifs prioritaires s'articulent autour des points suivants :

- **La poursuite de l'élargissement de la couverture institutionnelle du TOF aux autres sous-secteurs du secteur public**, en amenant tous les autres pays (Bénin, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger et Togo) à produire au moins les différents TOF sectoriels du secteur des administrations publiques.

- **La consolidation des opérations financières** au niveau du secteur public pour le Burkina Faso et la Cote d'Ivoire et au niveau du secteur des administrations publiques pour les autres pays à l'exception du Sénégal qui produit déjà le TOF consolidé du secteur public.

- **La production de situations supplémentaires du cadre d'analyse des SFP** (flux de trésorerie, autres flux économiques et comptes de patrimoine) avec un accent particulier sur les statistiques de la dette du secteur public (SDSP) conformément au *Guide des SDSP 2011*.

- **La production de la situation des dépenses selon la Classification des fonctions des administrations publiques (CFAP) pour l'ACB au moins ;**

- **La tenue des ateliers de formation (sous forme de séminaires régionaux réunissant tous les pays membre d'AFO, ou de formations dédiées aux pays) renforce les principes et procédures d'élaboration des situations ci-haut citées, selon la méthodologie des manuels MSFP 2014 et GSDSP 2011, ainsi que des voyages d'étude visant l'apprentissage entre pairs.**

Activités programmées et résultats attendus

36. Le programme de travail de l'AF25 consistera à consolider les acquis, pousser les pays qui connaissent des avancées à maintenir la dynamique, et définir une méthodologie de prise en compte des besoins nouveaux inclus dans le *MSFP 2014*. En outre, le centre accroitra son assistance à certains pays en particulier ceux dits fragiles et affectés par les conflits.

37. Séminaires régionaux. Dans le but de renforcer les capacités des acteurs pour une meilleure prise en charge des activités de compilation des SFP, de favoriser le partage d'expériences et d'identifier les meilleures pratiques, il est projeté, au titre de l'année fiscale AF25, l'organisation de deux séminaires régionaux. Le premier portera sur le thème de « *la sectorisation des unités du secteur public : cas de la protection sociale* » et le second sur « *le concept de résidence et les statistiques de la dette du secteur public* ». La sectorisation est la première étape

dans le processus de compilation des SFP. Pourtant, tous les pays couverts par le Centre sont dans la phase d'élargissement du champ de couverture sans de véritables tableaux institutionnels qui le sous-tendent. Par ailleurs, la problématique de l'enregistrement des opérations de la dette et la réconciliation des flux et encours de dette se pose avec acuité dans plusieurs pays.

38. Missions d'assistance technique. Résumées dans le tableau suivant, les missions d'assistance technique s'inscrivent dans le maintien de la dynamique constatée durant l'année fiscale précédente. A ce titre, l'AF25 sera caractérisée par la tenue d'au moins deux missions dans plusieurs pays. Il est à noter aussi que dans certains pays les missions seront conduites conjointement avec des missions financées par le projet (« Data4Decisions, D4D » du Département des Statistiques du FMI, pour un support d'un expert additionnel afin de mieux assister les pays.

39. Stages d'immersion. Il est prévu deux voyages d'études en vue d'un apprentissage auprès des pairs au profit d'au moins deux (2) pays, parmi lesquels le Burkina Faso, la Guinée, le Mali et le Togo, selon les moyens disponibles. Ces voyages d'études seront effectués dans deux pays ayant une expérience approfondie dans la compilation et l'analyse des SFP.

Tableau 5. Missions prévues par pays en Statistiques de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	2	Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014. Extension des autres tableaux du cadre d'analyse minimum aux sous-secteurs de l'administration publique Production d'une ébauche du bilan financier Élargissement du champ des statistiques de finances publiques au secteur de l'administration publique. Prise en compte des avantages en nature dans le TOFE	Mise à jour des SFPs de l'ACB selon le MSFP 2014 : i. Série jusqu'à 2022, sur base de l'ancienne NBE ii. 2023 selon la nouvelle NBE selon la Directive CEMAC portant NBE Collecte et examen des données source en vue de la production des statistiques du reste des différents sous-secteurs de l'administration publique conformément au MSFP 2014.
Burkina Faso	2	Poursuite de l'affinement du TOF consolidé du secteur des administrations publiques selon le MSFP 2014 Poursuite de l'élaboration du TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales Elaboration du TOF des sociétés publiques Elaboration du TOF consolidé du secteur public à titre expérimental Poursuite de l'affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire	Le TOF consolidé du secteur des administrations publiques est affiné Le TOF des unités extrabudgétaires des Collectivités territoriales est élaboré Le TOF des sociétés publiques est produit Le TOF consolidé du secteur public est élaboré à titre expérimental Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont affinées pour l'administration centrale budgétaire

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP Production de la situation de la dette du secteur public Elaboration du bilan complet Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014	La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée La situation de la dette du secteur public est produite Le bilan complet est élaboré Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014
Côte d'Ivoire	1	Elaboration du TOFE du secteur public selon le MSFP 2014, par la consolidation des TOFEs du sous-secteur des sociétés publiques déjà couvertes, et ceux des sous-secteurs des administrations publiques Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Publique-QSDSP), du bilan financier et des flux de trésorerie Intégration des avantages en nature dans le TOFE	Le TOFE du secteur public (comprenant le plus grand nombre de sociétés publiques possible) est régulièrement produit, conformément au MSFP 2014. Production et dissémination régulière du QSDSP Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature
Guinée	2	Poursuivre l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP Production de la situation de la dette du secteur public Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014	Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée La situation de la dette du secteur public est produite Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014
Guinée-Bissau	1	Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales Elargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires	Validation du projet de la série de TOFEs (2017-2023) et sa dissémination Mise en place d'un cadre de collecte de données source pour le reste des sous-secteurs de l'administration publique (extrabudgétaire, collectivités locales et sécurité sociale) selon le MSFP 2014 Formation des acteurs de finances publiques

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014
Mali	1	Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014 des sous-secteurs de l'administration publiques Affinement des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie Élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques.	Mise à jour des SFPs de l'ACB jusqu'à 2023 Finalisation des projets des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique produites conformément au MSFP 2001/2014 Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum du central budgétaire
Mauritanie	1	Production régulière du TOFE selon le MSFP 2014, et sa dissémination au grand public Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum Collecte et examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques de finances publiques Affinement des situations de la dette (notamment par le remplissage et publication du Questionnaire des Statistiques de la Dette du Secteur Publique-QSDSP), Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Finalisation des projets TOFE annuels base MSFP 2014, couvrant ACB et Collectivités locales (série jusqu'à l'exercice 2023, et leur dissémination Mise en place d'un cadre permettant la collecte des données source des unités des sous-secteurs de la sécurité sociale, ainsi que pour les unités extrabudgétaires, ainsi l'élaboration de leur TOFE, selon le MSFP 2014 Identification des transactions liées aux opérations non monétaires (cas des véhicules de fonction et des dons en nature), et leur prise en compte dans les SFP Mise en place d'un comité SFP
Niger	1	Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2014. Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie. Elargissement du champ de couverture des SFP Intégration des avantages en nature dans le TOFE	Mise à jour des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire : iii. Jusqu'à fin 2021 selon l'ancienne NBE iv. 2022 et 2023 selon la nouvelle NBE base Directive UEMOA portant NBE Revue des projets de TOFEs base MSFP 2014 des collectivités locales et de la sécurité sociale. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum selon le MSFP 2014 Elaboration de l'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires
Sénégal	2	Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique.	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD Elargissement des statistiques au secteur public Elargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum. Production du compte de patrimoine Intégration des avantages en nature dans le TOFE Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP).	Prise en compte des opérations non monétaires dans les SFP cas des véhicules de fonctions et des dons en nature Production du compte de patrimoine Elargissement du champ de couverture de la dette au secteur public Et des situations consolidées du secteur public
Togo	2	Poursuivre l'affinement du TOF de l'administration centrale budgétaire Production des TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale à titre expérimental Production des situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie pour l'administration centrale budgétaire Affinement de la situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP Production de la situation de la dette du secteur public Formation et sensibilisation des acteurs sur la méthodologie du MSFP 2014	Le TOF de l'administration centrale budgétaire suivant le TDB et la BGCT est affiné Les TOFE des unités extrabudgétaires, des collectivités locales et des organismes de sécurité sociale sont produits à titre expérimental Les situations de la dette, du bilan financier et des flux de trésorerie sont produites pour l'administration centrale budgétaire La situation des dépenses de l'ACB selon la CFAP est affinée La situation de la dette du secteur public est produite Les acteurs sont formés et sensibilisés sur la méthodologie du MSFP 2014

F. STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

Contexte et priorités

40. Les activités programmées dans le domaine des statistiques du secteur réel sont concentrées sur la comptabilité nationale, les indicateurs de haute fréquence et les prix. Elles visent trois objectifs principaux :

- Poursuivre la mise en œuvre du *Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008* et l'amélioration de la ponctualité et de la couverture des comptes nationaux dans **tous les pays** membres de l'AFRITAC de l'Ouest.
- Accompagner les projets de rénovation de l'année de base des comptes nationaux au **Burkina Faso**, en **Guinée**, et au **Sénégal**.
- Poursuivre la mise en place ou le développement des comptes nationaux trimestriels (CNT) au **Bénin**, au **Burkina Faso,** en **Côte d'Ivoire,** au **Mali,** en **Mauritanie,** au **Niger** et au **Togo**.
- Appuyer le développement des indicateurs de haute fréquence en **Côte d'Ivoire,** au **Togo** et au **Sénégal**.

Activités programmées et résultats attendus

41. Séminaire régional. Le Centre organisera deux ateliers régionaux pour continuer la formation des cadres et la mise à niveau des cadres juniors. Ces formations visent à approfondir les aspects théoriques et pratiques liés à la compilation des statistiques des comptes nationaux, en s'appuyant sur le cadre conceptuel du SCN 2008. Ils aideront les statisticiens à faire un meilleur usage des données sources en général et celles des sources administratives en particulier.

42. Missions d'assistance technique. Les activités programmées sont résumées au Tableau 6.

43. Après les activités de rebasage finalisées par neuf pays sur les dix d'AFRITAC, un accompagnement continuera en faveur de la Guinée pour finaliser la mise en œuvre du *SCN 2008* avec une nouvelle année de base combinée à la rétropolation pour mettre à disposition des utilisateurs des séries longues de PIB.

44. Au cours de l'année fiscale 2025, le Burkina Faso et le Sénégal recevront des appuis d'AFW pour assurer la production des comptes des nouvelles années et l'amélioration de la couverture des comptes nationaux. Il convient de noter que pour la plupart des pays, les années de base 2014, 2015 et 2016 commencent déjà à s'éloigner et que plusieurs pays notamment au sein de l'UEMOA ont annoncé leur intention de rebaser les comptes nationaux au cours des prochaines années.

45. En outre, le développement de la séquence des comptes de secteurs constitue également un axe d'amélioration des comptes nationaux. Des appuis seront ainsi offerts à la Cote d'Ivoire, à la Mauritanie et au Togo pour élaborer comptes financiers.

46. L'amélioration de la ponctualité et la rédaction des notes méthodologiques occuperont une partie des activités du centre. Cet appui concernera en particulier le Bénin, où la série des comptes nationaux définitifs accuse un retard notable.

47. L'AFRITAC poursuivra l'introduction et le développement des comptes nationaux trimestriels notamment avec la Cote d'Ivoire, le Mali, le Togo, et le Niger. Dans la plupart des pays membres d'AFW des premières estimations des comptes nationaux trimestriels selon l'optique production ont été mises en place. Les appuis continueront pour intégrer l'approche des dépenses et procéder à désaisonnalisation du PIB.

Tableau 6. Missions prévues par pays et institution en Statistiques du secteur réel

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Benin	1	Formation des nouveaux cadres sur le Système de Comptabilité Nationale	Les nouveaux cadres sont en mesure de contribuer aux travaux de traitement des données sources et de production des comptes nationaux.
Burkina Faso	2	Désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; Une série de PIB trimestriel CVS est disponible ;
		Appui aux travaux de rebasage	Les nomenclatures sont mises en place et le traitement des enquêtes de structures est en cours.
Côte d'Ivoire	2	Mise en place des CNT avec l'intégration de l'approche des dépenses	Un TRE trimestriel est utilisé pour intégrer l'approche des dépenses dans le système de production des CNT
		Mise en place des comptes financiers	Les sources sont collectées et traitées par l'INS pour la production des comptes financiers.
Guinée	2	Formation sur le rebasage et la rétropolation	Les données sources pour la rétropolation sont collectées et traitées.
		Mise en place de l'année de base 2018 selon le SCN 2008 et rétropolation	Les sources sont collectées et traitées pour la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon l'année de base 2018
Guinée-Bissau	2	Compilation des CN 2020 et 2021 selon le SCN 2008	Les CNA 2020 et 2021 sont produits, les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INE et les notes méthodologiques sont disponibles
		Formation sur le rebasage et la cadre des équilibres ressources-emplois	Cadre des EREs est bien compris par les cadres de l'INE
Mali	1	Mise en place des CNA contemporains et des CNT cohérents avec les CNT	Les sources sont collectées et traitées par les cadres de l'INS
Mauritanie	2	Les CNT produits sont cohérents avec les CNA contemporains	La série des CNT cohérents des CNA à jours sont produits

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		Désaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque activité ; Une série de PIB trimestriel CVS est disponible
Niger	1	Mise en place des CNT cohérents avec les CNA	La série des CNT cohérents des CNA à jours sont produits
Sénégal	2	Mise en place d'une nouvelle année de base selon le SCN 2008	Un bilan diagnostic de la base 2014 est effectué et les nouvelles nomenclatures sont mises en place
		Mise en place des Indicateurs de Haute Fréquence corriges des variations saisonnières	Les IHF corrigés des variations saisonnières sont produits et publiés.
Togo	2	Elaboration des comptes financiers	Les collectes de données sont conduites ; Les opérations financières sont traitées
		Elaboration des IHF corrigés des variations saisonnières	Le calendrier des fêtes est disponible ; Les modèles de CVS sont identifiés pour chaque indicateur

G. Gestion de la dette et du développement des marchés financiers.

Contexte et priorités

48. Le programme d'activités pour l'exercice 2025 consolidera les progrès enregistrés au cours des dernières années et accompagnera les Etats à relever les défis d'une gestion prudente de la dette dans un contexte économique et institutionnel instables. A la suite des récentes crises, les Etats de la sous-région continuent de faire face à une baisse de la disponibilité du financement, du renchérissement des emprunts et une baisse des marges d'endettement. En sus de de ce contexte de financement difficile, des services chargés de la gestion de la dette dans la région ont connu des rotations de personnel qui ont érodé des progrès en matière de gestion de la dette faits au cours des dernières années. Des actions en matière de renforcement des capacités en formulation de stratégies robustes de gestion de la dette et exécution efficiente des opérations de gestion de la dette seront poursuivies. Le Centre continuera à accompagner les Etats à mettre en œuvre les réformes visant le développement du marché intérieur des titres publics.

49. Les activités prévues visent à :

- Consolider les progrès réalisés en matière de formulation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme (SDMT) au **Bénin**, au **Burkina-Faso**, en **Guinée-Bissau,** et au **Sénégal** ;
- Renforcer les capacités du **Bénin**, du **Burkina-Faso**, de la **Côte d'Ivoire**, de la **Guinée**, du **Mali** et de la **Mauritanie** dans la planification et l'exécution efficiente des financements ;
- Soutenir la **Guinée,** la **Mauritanie et UMOA-Titres** dans leurs efforts de développement du marché intérieur des titres d'État.

- Améliorer la dissémination des informations de la dette en **Guinée** et en **Guinée-Bissau** ;
- Renforcer les capacités de réalisation d'analyse de viabilité de la dette au **Mali**, en **Mauritanie** et au **Sénégal** ;
- Renforcer les capacités du **Bénin** en matière d'analyse et couverture du risque du marché dans le portefeuille de la dette.

Activités programmées et résultats attendus

50. Séminaire régional. Le programme de travail prévoit deux séminaires régionaux. Un séminaire portera sur l'état des lieux de la mise en œuvre du Règlement portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA. L'autre sera consacré aux responsabilités du gestionnaire de la dette dans la planification et l'exécution des émissions d'obligations thématiques.

51. Les missions d'assistance technique dans les pays et institutions régionales sont récapitulées dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7. Missions prévues par pays et institution en Gestion de la dette

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	**3 dont (1 apprentissage par les pairs)**	▪ Appui à la formulation d'une nouvelle stratégie de gestion de dette à moyen terme ▪ Poursuite de l'appui sur une meilleure articulation entre la gestion de la dette et la gestion de la trésorerie ▪ Formation sur la gestion du risque de marché lié au portefeuille de la dette	▪ Le document de stratégie de la dette pour la période 2025-29 est préparé et publié. ▪ Le nombre d'émissions de titres publics annulées a baissé ▪ Les agents de la Caisse autonome de gestion de la dette ont une meilleure compréhension des techniques de couverture de risque couramment utilisées en gestion de la dette et de la prise en compte des instruments de couverture dans les statistiques de de la dette.
Burkina Faso	**2**	▪ Appui à la définition de la stratégie de gestion des relations avec les investisseurs du marché des titres publics ▪ Renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de	▪ Le document de stratégie de communication qui donne des indications sur les objectifs visés, les canaux de communication avec les investisseurs, les informations à mettre à la disposition des investisseurs et la gestion des acteurs internes est préparé et adopté ▪ Au moins trois cadres peuvent

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		dette à moyen terme	manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de la stratégie de gestion de la dette ▪ Le document de stratégie contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification.
Côte d'Ivoire	**2**	▪ Renforcement de l'articulation entre la stratégie de gestion de la dette et le plan annuel de financement ▪ Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette CVD-PFR	▪ Le plan annuel de financement est établi à partir de la stratégie de gestion de la dette retenue. ▪ Au moins deux cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu
Guinée	3 (dont une à distance)	▪ Appui à la préparation et à la mise en œuvre du calendrier d'émission des titres publics. ▪ Formation sur l'analyse financière des offres de financement ▪ Appui à la création d'un portail d'informations sur la gestion de la dette publique	▪ Le calendrier d'émission des titres publics est cohérent avec la stratégie de gestion de la dette retenue ▪ Au moins deux agents peuvent manipuler l'outil de préparation du calendrier d'émission des titres publics ▪ Les agents de la Direction nationale de la dette sont formés sur les approches d'évaluation financière des offres de financement ▪ L'architecture du portail d'informations sur la gestion de la dette publique est élaborée et approuvée
Guinée-Bissau	2	▪ Poursuite de l'appui au renforcement des capacités en matière de préparation de la stratégie de gestion de la dette publique ▪ Appui à l'amélioration du reporting de la dette	▪ Le tout premier document de stratégie de gestion de la dette est préparé et publié ▪ Un reporting périodique de la dette (bulletin trimestriel et rapport annuel) est assuré.
Mali	2	▪ Poursuite de l'appui sur l'amélioration de la préparation et de la mise en œuvre du programme d'émission des titres publics	▪ Au moins deux cadres de la Direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique peuvent manipuler sans assistance l'outil analytique de préparation du calendrier d'émission des titres publics

Pays/Institution	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		▪ Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	▪ La feuille de route pour faciliter une meilleure intégration entre la gestion de la trésorerie et la gestion de la dette est établie ▪ Au moins un cadre peut manipuler l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette des pays à faible revenu
`Mauritanie	3	▪ Poursuite de l'appui au développement du marché des titres publics ▪ Formation à l'utilisation de l'outil de préparation du plan annuel de financement ▪ Formation à l'utilisation de l'outil de la dynamique de la dette	▪ Une stratégie de communication avec les investisseurs est définie et commence à être mise en œuvre ▪ Une approche de normalisation de la courbe des taux est définie. ▪ Au moins un cadre peut manipuler l'outil de préparation du plan annuel de financement ▪ Au moins deux cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil de la dynamique de la dette développé par les services du FMI
Sénégal	3	▪ Poursuite de l'appui sur le renforcement des pratiques d'élaboration et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette ▪ Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu	▪ Au moins deux cadres peuvent manipuler sans assistance l'outil de préparation de la stratégie de gestion de la dette ▪ Le document de stratégie contient : a) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; b) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée ; c) la description de la stratégie recommandée et sa justification. ▪ Au moins un cadre peut manipuler sans assistance l'outil de préparation de l'analyse de viabilité de la dette
UMOA-Titres	2	▪ Poursuite de l'appui au développement du marché des titres publics	▪ Une stratégie crédible de diversification de la base des investisseurs des pays de l'UEMOA est développée
Séminaire régional	2	▪ Etat des lieux de la mise en œuvre du Règlement portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA ▪ Rôle du gestionnaire de la dette dans la planification et l'exécution des émissions d'obligations thématiques	▪ Point sur la mise en œuvre du Règlement, difficultés rencontrées par les Etats et éventuelles améliorations au Règlement ▪ Une meilleure clarté responsabilités attendues du gestionnaire de la dette dans la gestion des émissions d'obligations thématiques

H. SUPERVISION BANCAIRE

Contexte et priorités

52. Les interventions de l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de la supervision et de la réglementation financière visent à contribuer au renforcement de la solidité des systèmes financiers, principalement des systèmes bancaires. La démarche suivie repose sur deux piliers : (i) la mise en conformité des réglementations prudentielles et de leur mise en œuvre avec les normes internationales définies par le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire (en priorité les principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace – *Basel Core Principles, BCP* – révisés en avril 2024, le cas échéant les autres composantes du dispositif de Bâle relevant du cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, sous réserve du principe de proportionnalité), ainsi que (ii) l'adaptation des processus de supervision en vue de renforcer leur adéquation et leur effectivité et de consolider les acquis en matière de supervision basée sur les risques. Les activités prévues dans ce domaine porteront donc essentiellement sur : (i) la refonte, l'adaptation ou la publication de textes réglementaires, auprès de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) et de la Banque centrale de Mauritanie (BCM), ainsi que (ii) le développement des outils ou méthodologies de supervision et le renforcement des capacités des superviseurs. Enfin, il doit être souligné que l'AFRITAC de l'Ouest intervient également afin de promouvoir l'adaptation des cadres comptables applicables aux banques aux standards internationaux IFRS (*International Financial Reporting Standards*), en vue d'améliorer la mesure du risque de crédit et la prise en compte des pertes de crédit attendues (IFRS 9). En outre, la mise en place d'un cadre de supervision des risques financiers liés au changement climatique fera l'objet de premières interventions bilatérales auprès de la BCEAO.

Activités programmées et résultats attendus

53. Missions d'assistance technique dans les pays. Les actions engagées pour le renforcement de la supervision bancaire en Guinée et en Mauritanie seront poursuivies et approfondies (cf. Tableau 8 ci-après).

54. S'agissant de la République de Guinée, ces missions s'inscrivent dans le cadre plus vaste d'un programme d'assistance technique discuté par le département Marchés monétaires et de Capitaux du FMI et les Autorités guinéennes. Dans ce contexte, il est proposé d'inscrire cinq missions au programme 2024 de l'AFRITAC de l'Ouest. Il s'agit, tout d'abord, de poursuivre les travaux engagés pour la mise en œuvre du ratio de liquidité court terme (*Liquidity Coverage Ratio* -LCR) avec la finalisation du texte réglementaire y relatif, après prise en compte des résultats de l'étude d'impact, puis d'engager les travaux relatifs au ratio structurel de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* -NSFR-). Il s'agit là d'un élément essentiel de la convergence de la réglementation bancaire guinéenne vers les meilleures pratiques internationales, en l'occurrence le volet liquidité du dispositif dit Bâle III. Une deuxième mission portera sur les sujets réglementaires dont l'objectif sera de mettre à jour la réglementation guinéenne par proposition des textes d'application rendus nécessaires par les dispositions de la nouvelle loi bancaire. Enfin, trois missions concerneront plus particulièrement les pratiques de supervision et porteront sur (i) la définition d'indicateurs d'alerte précoce, visant à identifier en temps utile, avant même le bris des seuils prudentiels, les difficultés des banques, (ii) la revue du système de notation des établissements de crédit pour disposer d'un outil à jour permettant d'apprécier les risques portés par

les banques et (iii) le dispositif de tests de résistance microprudentiels, pour faire suite à une première mission réalisée en 2022. Il doit être souligné que l'atteinte des résultats de ce programme d'assistance technique suppose que les effectifs de la Direction de la Supervision Bancaire de la BCRG soient portés à un niveau suffisant pour assurer l'appropriation et la mise en œuvre de l'expertise et des outils apportés par l'AFRITAC de l'Ouest.

55. Concernant la République Islamique de Mauritanie, cinq missions d'assistance technique sont prévues. Les travaux porteront notamment sur les procédures opérationnelles, de manière à les orienter dans le sens de la mise en œuvre d'une supervision basée sur les risques. Une mission portera en particulier sur le contrôle des états prudentiels, sur pièces et sur place, tandis qu'une autre assistance sera dispensée relative aux méthodologies de supervision des risques de concentration et des risques relatifs aux parties liées et « apparentés ». Compte tenu du développement des risques informatiques et de la digitalisation croissante de l'activité des banques mauritaniennes, il est proposé de démarrer, sous condition de la disponibilité des ressources adéquates au sein de la BCM, la mise en œuvre de la feuille de route bâtie en 2020. Enfin, deux autres missions sont prévues : la première portera sur les conditions de mise en place réglementaire de processus d'évaluation interne par les banques de leurs besoins en fonds propres (*internal capital adequacy assessment process – ICAAP*) et la seconde sur les conditions de comptabilisation des pertes de crédit attendues.

56. Onze missions d'assistance technique sont prévues pour répondre aux besoins des institutions régionales (Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA -SGCBU- et Direction de la Stabilité financière -DSF- de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest). Les activités d'assistance technique prévues pour l'année fiscale 2025 viseront notamment à accompagner l'évolution du cadre réglementaire relatif à la prise en compte des risques financiers liés au changement climatique, au travers de deux missions, à contribuer à l'adaptation du cadre prudentiel aux spécificités des institutions de microfinance et à la mise en place d'une réglementation relative aux financements participatifs (*crowdfunding*). Les missions programmées auront également pour objectif de participer au renforcement des capacités du SGCBU sur un certain nombre de sujets qui peuvent être soit généraux soit appliqués à des thématiques concrètes sur la base d'un programme élaboré d'un commun accord (risque de liquidité, supervision des établissements de paiement, indicateurs d'alerte précoce, etc.).

57. Séminaire régional. Il est prévu d'organiser un séminaire régional présentiel portant sur les problématiques liées à la digitalisation des activités bancaires en termes de réglementation et de supervision prudentielle. Enfin, un webinaire est envisagé, relatif à l'éveil à la prise en compte des problématiques liées au genre dans le secteur financier.

Tableau 8. Missions prévues par pays en Supervision et réglementation financières

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
BCEAO / SGCBU	**10**	Renforcement de la réglementation bancaire et supervision basée sur les risques.	❖ Préparation d'un cadre de collecte des données liées au risque climatique (taxonomie et cadre comptable). ❖ Revue d'un projet de texte réglementaire relatif à la gestion du risque climatique. ❖ Revue d'une note d'orientation relative au dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance. ❖ Revue du projet de dispositif prudentiel applicable aux institutions de microfinance. ❖ Appui pour la publication d'un texte réglementaire applicable au financement participatif. ❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle des établissements de paiement. ❖ Formation des agents du SGCBU aux contrôles sur pièces liés au risque de crédit. ❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle des opérations de crédit-bail. ❖ Formation des agents du SGCBU au contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité. ❖ Identification et pilotage des indicateurs d'alerte précoce.
	1	Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	❖ Revue d'avancement de l'implémentation des normes IFRS.
Guinée	5	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	❖ Finalisation du projet d'instruction relatif au ratio de liquidité à court terme et engagement des travaux relatifs au ratio structurel de liquidité à long terme. ❖ Révision des textes réglementaires pour prise en compte des dispositions de la loi bancaire. ❖ Mise en place d'un système d'indicateurs d'alerte précoce. ❖ Révision du système de notation des établissements de crédit. ❖ Mise en place d'un cadre pour l'organisation de tests de résistance microprudentiels.
Mauritanie	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaire.	❖ Développement d'une méthodologie de contrôle sur pièces et sur place des principaux états prudentiels. ❖ Développement d'une méthodologie de contrôle sur pièces et sur place du risque de concentration et des risques liés aux parties liées et « apparentés ». ❖ Etablissement d'une feuille de route, détermination des conditions préalables et esquisse des premiers éléments réglementaires pour le développement de l'ICAAP dans les banques mauritaniennes.

Institutions/ Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
			❖ Rédaction d'un projet de texte renforçant les obligations réglementaires en matière de cybersécurité.
	1	Amélioration des exigences réglementaires en matière de comptabilité et de provisionnement prudentiel.	❖ Etablissement d'une feuille de route pour la révision des conditions de comptabilisation des pertes de crédit attendues.

I. ANALYSES MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE

Contexte et priorités

58. Dans le domaine, les activités portent prioritairement sur le développement des capacités institutionnelles pour la préparation et le suivi des politiques macroéconomiques. Le programme d'activités pour l'année fiscale 2025 se focalisera également sur l'importance de renforcer les synergies entre les différentes administrations chargées de mettre en œuvre la fonction macro budgétaire. Il couvrira :

- Le renforcement des cadrages macroéconomiques à moyen terme. Ceci passe par
  - L'approfondissement des instruments de prévisions et de simulation macroéconomiques et budgétaires et leur prise en main au **Burkina Faso,** au **Mali** et au **Niger ;**
  - L'opérationnalisation du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire en **Mauritanie** ;
  - L'amélioration du cadrage des dépenses à moyen terme en **Guinée-Bissau** ;
- Le renforcement de l'analyse des risques budgétaires au **Bénin**, en **Côte d'Ivoire**, en **Guinée**, et au **Togo.**

Activités programmées et résultats attendus

59. **Sur le plan régional**. Un atelier de formation sur le renforcement de la fonction macro budgétaire et la gestion des risques budgétaires.

60. **Au niveau des pays**. Les activités prévues pour l'année fiscale 2025 sont résumées dans le tableau suivant. Elles visent principalement à aider les pays à renforcer l'analyse des cadrages macroéconomiques et budgétaires et la crédibilité des budgets. Des appuis seront apportés en matière de prévision des recettes, de révision de modèles et d'analyse et de suivi des risques budgétaires.

61. Coopération avec d'autres institutions régionales. Le Centre participera à des activités organisées par l'AFRISTAT, la Commission de l'UEMOA et la Commission Économique pour l'Afrique. Celles-ci couvriront des séminaires régionaux sur la conjoncture et les prévisions macroéconomiques dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et des ateliers sur les meilleures pratiques de cadrage.

62. Stages d'immersion. Le programme prévoit également l'organisation effective, au sein d'une unité macro budgétaire, de stages d'immersion notamment pour les cadres togolais au Bénin.

Tableau 9. Missions prévues par pays en Analyse macroéconomique et budgétaire

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
Bénin	1	Renforcer l'analyse des risques budgétaires	La quantification des risques budgétaires spécifiques est renforcée
Burkina Faso	2	Améliorer l'Instrument Automatisé de Projection. Améliorer les pratiques de prévision des recettes.	Le processus de préparation des prévisions de recettes est amélioré ; Les outils de prévision des principales recettes fiscales sont améliorés"
Côte d'Ivoire	1	Renforcer l'intégration de la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire	La pratique d'analyse des risques macroéconomiques est améliorée
Guinée	1	Renforcer l'analyse des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et quantifiés. - Une déclaration de qualité sur les risques budgétaires est annexée au projet de loi de finances 2025
Guinée-Bissau	1	Améliorer le cadrage des dépenses à moyen terme et l'élaboration du DPBEP	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; Un outil de cadrage des dépenses à moyen terme est opérationnel
Mali	2	Méthode et outils de projection à long terme. Cadrage budgétaire à moyen terme et analyse des risques macroéconomiques.	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires ; La pratique de cadrage macroéconomique est renforcée avec l'utilisation de MME_DNPD rénové
Mauritanie	2	Opérationnaliser le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire	Le dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire produit un cadrage macroéconomique intégré dans le DPMT ; Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires
Niger	2	Actualiser le module de micro-simulation du modèle AYOROU. Revue des dépenses publiques et prévisions budgétaires.	Le module de micro-simulation du modèle AYOROU est actualisé ; Les dépenses publiques et les prévisions budgétaires sont revues
Sénégal	2	Intégrer la production du pétrole et du gaz et les risques associés dans le cadrage macro budgétaire.	Le modèle de cadrage macroéconomique intègre la production du pétrole et du gaz et les risques associés ;

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons AF2025
		Revue qualité du Document sur les risques budgétaires et renforcer la quantification des risques budgétaires	La quantification des risques budgétaires est renforcée
Togo	1	Cadrage des dépenses à moyen terme et gestion des risques budgétaires	Les risques macroéconomiques sont analysés et leurs impacts évalués dans les documents budgétaires Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.

Tableau 10. Séminaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2025

Domaine	Thème	Date et lieu	Partenaires	Participants
Analyse macroéconomique et budgétaire	Renforcement de la fonction macro budgétaire et la gestion des risques budgétaires			30
Supervision et réglementation financières	Les problématiques liées à la digitalisation des activités bancaires en termes de réglementation et de supervision prudentielle.			20
Gestion de la dette et du développement des marchés financiers	L'état des lieux de la mise en œuvre du Règlement portant politique d'endettement et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'UEMOA.			30
Gestion de la dette et du développement des marchés financiers	Responsabilités du gestionnaire de la dette dans la planification et l'exécution des émissions d'obligations thématiques.			30
Statistiques du secteur réel	Les aspects théoriques et pratiques liés à la compilation des statistiques des comptes nationaux.			30
Statistiques du secteur réel	Usage des données sources et des sources administratives			30
Administration fiscale	L'utilisation des données statistiques d'ISORA	Abidjan Nov. 2024	FAD AFW2	30
Administration fiscale	Le cadre de gouvernance d'une administration fiscale	Abidjan	FAD	20
Administration fiscale	L'élaboration des plans d'actions post-TADAT	Dakar	FAD	20
Gestion des dépenses publiques-Budget	La gestion des investissements publics		FAD, AFC	30
Gestion des dépenses publiques-Trésor	La production des états financiers annuels			30
Statistiques de finances publiques	La sectorisation des unités du secteur public : cas de la protection sociale			30
Statistiques de finances publiques	Le concept de résidence et les statistiques de la dette du secteur public			30

Tableau 11. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
Analyse macroéconomique et budgétaire	Analyse macroéconomique et budgétaire	Bénin ou Sénégal	3 cadres du Togo
Gestion des dépenses publiques-Budget	Gestion des investissements publics	Bénin	3 cadres du Burkina Faso
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Processus du bilan d'ouverture dans le domaine de la production des états financiers annuels	Pays à déterminer	
Statistiques de finances publiques	Manuel de statistiques de finances publiques 2014	Pays à déterminer	
Administration fiscale	Stratégie de collecte et de traitement des données visant l'élargissement de l'assiette fiscale	Rwanda	3 cadres du Burkina Faso
Gestion de la dette	Formulation d'une nouvelle stratégie de gestion de dette à moyen terme	Pays à déterminer	3 cadres du Bénin
Administration douanière	Thème à déterminer	Pays à déterminer	Trois stages d'immersion seront organisés au profit de trois pays notamment la Mauritanie, la Guinée-Bissau et le Bénin.